



N° 35 Mai - Mei 2010

ÉCONOMIE

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE CAPITALISTE REMIS EN QUESTION

Aujourd'hui, pour beaucoup, l'argent est devenu le critère, le guide, la valeur suprême. Au même moment, pauvreté, analphabétisme et violence ne cessent de croître. Dans notre monde, le cinquième le plus riche de la population profite de 80% des ressources tandis que le cinquième ne dispose d'à peine 0,5%. Autre donnée interpellante : le montant des transactions sur les marchés monétaires et financiers représente cinquante fois la valeur des échanges commerciaux internationaux.

D'urgence, il faut remettre l'argent à sa place pour redonner à l'économie sa finalité : l'Homme. La vraie finalité de l'économie est de transformer la nature, le monde, pour satisfaire les besoins humains. Aujourd'hui, avec leur toute-puissance, les marchés financiers imposent des logiques contraires à ce principe fondamental. On ferme des entreprises rentables (mais pas assez) pour satisfaire les exigences des investisseurs. La dernière actualité belge fourmille d'exemples de cette nature... Et en 2010, année européenne de lutte contre la pauvreté, dans notre pays, les chiffres du baromètre mis en place par les organisations faïtières de lutte contre ce fléau explosent littéralement. Pour elles, un million et demi de Belges vivent en-dessous du seuil de pauvreté... Or "l'exclusion est économiquement mauvaise, socialement corrosive et finalement politiquement explosive" comme l'a écrit Ralph Dahrendorf éminent sociologue germano-britannique.

Les finances, le commerce, les médias, avec l'appui des nouvelles technologies, ont connu une véritable explosion et mis en place des empires économiques sans frontières qui ont leurs propres lois, délocalisent à leur gré pour plus de bénéfices, déplacent leurs capitaux d'un bout à l'autre de la planète. Plus que jamais nous devons être des scrutateurs critiques de ces phénomènes...

(Le Journal de L'Arc, n° 106, mars-avril 2010)

‘REGERINGEN STELLEN ZICH TE ZWAK OP INZAKE SPECULATIES OP FINANTIËLE MARKTEN ’

Paus Benedictus XVI

De regeringen stellen zich te zwak op inzake de ‘onverantwoorde’ speculaties op de financiële markten in de context van de economische crisis. Dit zei paus Benedictus XVI zaterdag bij de

ontvangst van de deelnemers aan een congres van de Vaticaanse economische stichting Centesimus Annus – Pro Pontifice.

De rooms-katholieke kerkleider vindt dat de regeringen ten aanzien van de zwakste landen met geen adequate maatregelen komen. De economie mag zich niet beperken tot de productie van goederen die het consumentisme, de verspilling en de armoede bevorderen. Tussen de verschillende landen moet er een creatieve en dynamische solidariteit komen gericht op het algemeen welzijn, aldus de paus, die eraan toevoegde dat de politiek boven de financiën moet staan en dat de ethiek elke activiteit moet oriënteren.

In juli 2009 – in volle economische en financiële crisis - pleitte Benedictus XVI in zijn sociale encycliek *Caritas in veritate* voor de oprichting van een mondiale politieke autoriteit om de fenomenen verbonden aan de mondialisering beter te reguleren. De paus pleitte in dat verband voor een dringende hervorming van de VN, die volgens hem een dergelijke superviserol zou kunnen spelen.

Aan de congresdeelnemers zei de paus zaterdag ook dat de verschillende godsdiensten een belangrijke rol te spelen hebben in de hedendaagse samenleving. 'De verbanning van de godsdiensten uit het publieke domein verhindert net als elk religieus fundamentalisme de ontmoeting en samenwerking tussen personen die de mensheid vooruitgang willen zien boeken', aldus de paus.

(*RKnieuws 23 mei 2010*)

L'ACTION DE LULA CONTRE LA FAIM SALUÉE PAR LES N.U.

Les deux grands organismes onusiens de lutte contre la faim, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), ont récompensé lundi le président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, pour ses programmes sociaux auprès des plus démunis. Sous ses deux mandats, la malnutrition a reculé de 70 % et la mortalité infantile de 47 %.

"*Le Brésil, une histoire de réussite*" : voilà ce que l'internaute peut lire sur les sites des Nations unies consacrés à la faim dans le monde. Dans les années 1990, la Thaïlande, le Vietnam, la Chine étaient les références en matière de pays ayant amélioré la sécurité alimentaire de leur population. Aujourd'hui, les regards se braquent du côté du géant d'Amérique du Sud et de son président Luiz Inacio Lula da Silva. L'ancien syndicaliste a été récompensé lundi par les deux grands organismes de l'ONU de lutte contre la malnutrition.

Le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ont décerné au dirigeant sud-américain le prix de "champion de la bataille contre la faim" et la médaille de la Journée mondiale de l'alimentation.

«*Le président Lula a montré sa capacité à faire remonter en haut des priorités de l'agenda international la question de la malnutrition, a commenté la directrice du PAM, Josette Sheeran. Ses efforts dans ce domaine en font un exemple dans le monde.*»

Lors de son élection fin 2002 à la tête de l'État, Lula avait placé le droit à l'alimentation au centre de son argumentaire politique. Au terme de son second et dernier mandat (le scrutin présidentiel est prévu en octobre 2010), la malnutrition au Brésil a reculé de 70 % et le taux de mortalité infantile de 47 %. Le tout en sept ans. "*Le seul État qui peut se prévaloir de résultats aussi rapide est le Malawi, en Afrique australe*", précise la FAO.

Pour faire reculer la malnutrition dans la superpuissance agricole, le gouvernement Lula a impulsé un vaste plan intitulé «Faim Zéro », destiné à garantir un accès immédiat à l'alimentation pour les plus pauvres, ainsi que promouvoir l'intégration socio-économique de ces populations. De ce programme qui comportait 40 mesures, une est devenue célèbre: le

système "Bolsa Familia" (Bourse famille), première forme de revenu minimum d'insertion dans un des pays les plus inégalitaires de la planète.

Le principe est simple. Le gouvernement alloue une allocation de 30 € en moyenne aux familles les plus pauvres. Pour certains parents, les travailleurs des plantations de canne à sucre par exemple, cela peut représenter un doublement du revenu mensuel. En échange, ceux-ci s'engagent à scolariser et vacciner leurs enfants, à participer aux examens prénatals, aux cours de formation professionnelle, à des programmes d'alphabétisation...

Aujourd'hui, plus de 12 millions de familles bénéficient de la Bolsa Familia. L'allocation profite à environ 60 millions de Brésiliens, soit près du tiers de la population totale du pays.

"Lula est l'un des rares chefs d'État à avoir mis en place des filets de sécurité pour les pauvres, note Ambroise Mazal, spécialiste de la faim au CCFD-Terre solidaire. Mais il n'a pas réussi à s'attaquer aux causes structurelles de la malnutrition, notamment la redistribution des terres et le soutien aux agricultures familiales qui reçoivent cinq fois moins d'aide des autorités que le secteur de l'agro-business."

OLIVIER TALLÈS *La Croix du 12-05-2010*



BOMBES À SOUS-MUNITIONS et MINES ANTIPERSONNEL

Bientôt trois ans, Monsieur Reynders!

Au premier mai, cela faisait trois ans que la Belgique s'est dotée d'une loi interdisant le financement de mines antipersonnel, de bombes à sous-munitions et des armes à uranium appauvri. Mais cette interdiction demeure théorique tant que le Ministre des Finances ne publie pas la liste des entreprises concernées par ces investissements.

Le 20 mars 2007, le parlement fédéral belge votait à l'unanimité une loi interdisant l'investissement dans les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions. La Belgique devenait alors le premier pays au monde à intégrer une telle loi. Un message d'autant plus fort que les principales victimes de ces bombes sont des civils.

Une liste noire! Quelle liste noire?

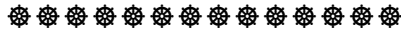
La loi prévoit que le gouvernement produise la liste des entreprises productrices d'armes à sous-munition et de mines antipersonnel. C'est au Ministre Reynders qu'est revenu le devoir d'établir pour le premier mai 2008, au plus tard, la dite liste noire. Au premier mai 2009, aucune liste n'avait été publiée. En investisseurs responsables, plusieurs associations dont Netwerk Vlaanderen et le Réseau Financement Alternatif envoyaient alors un huissier chez Didier Reynders.

Qu'attend le Ministre des Finances?

Monsieur Reynders affirme attendre les informations du Service Public Fédéral Justice. Selon lui, seule la justice serait à même de fournir le nom des entreprises déjà condamnées pour ce type de fait ou susceptibles de l'être.

Trois ans après la promulgation de la loi, le Réseau Financement Alternatif réitère sa demande au Ministre des Finances pour qu'il publie la liste noire et qu'enfin la loi puisse être appliquée.

Ndlr. Entre-temps la question est envoyée au futur gouvernement...



BROEDERLIJK DELEN VERBOLGEN OVER SPIONAGE DOOR COLUMBIAANSE INLICHTINGENDIENST

Via MO* en andere media raakte deze week bekend dat Broederlijk Delen door de Colombiaanse inlichtingendienst wordt bespioneerd. Broederlijk Delen bevestigt dit bericht nu ook formeel.

‘Via één van onze Colombiaanse partnerorganisatie kregen we materiële bewijzen onder ogen dat de Colombiaanse inlichtingendienst DAS opdracht gaf om Broederlijk Delen in de gaten te houden, de relaties van een medewerkster in kaart te brengen en te verhinderen dat Broederlijk Delen EU-financiering zou verkrijgen. Dit kan niet. Het betekent een schending van de mensenrechten en een zware inbreuk op de privacy. Maar het verbaast ons niet. Wij zijn al jaren actief in Colombia op het vlak van mensenrechten en democratisering. In een land als Colombia ligt dit uiterst gevoelig’, zegt Patricia Verbauwhede, stafmedewerkster Colombia van Broederlijk Delen.

Het Colombiaanse DAS is een machtig en belangrijk orgaan in Colombia dat rechtstreeks onder controle van president Uribe staat. Al in 2005 kwamen praktijken van illegaal afluisteren, lastercampagnes en zelfs medeplichtigheid in moordzaken op naam van paramilitaire milities aan het licht. Gealarmeerd hierover vroegen mensenrechtenorganisaties hun dossier bij de inlichtingendienst op. Zo ontdekte Broederlijk Delen eind vorig jaar dat deze inlichtingendienst ook ons in het vizier heeft.

/.../

‘Onze organisatie heeft niets te verbergen en deze spionagezaak versterkt alleen maar onze overtuiging dat de steun aan onze partnerorganisaties in Colombia broodnodig is’, zegt Pol De Greve, directeur van Broederlijk Delen. ‘Onze Colombiaanse mensenrechtenpartners proberen een einde te maken aan de straffeloosheid in Colombia. Ze wijzen de Colombiaanse staat op haar plicht om de burgerbevolking te beschermen en daders van misdrijven te bestraffen. En ze klagen misbruiken van de openbare strijdkrachten aan.’ Het zijn zeer gevoelige zaken die het huidige regime het vuur aan de schenen leggen. Maar om te komen tot een duurzame oplossing van het intern gewapend conflict in Colombia zijn deze organisaties die zich inzetten voor de mensenrechten en democratie onontbeerlijk.

‘Broederlijk Delen roept de Europese Unie dan ook op om de zaak verder te onderzoeken en Uribe om uitleg te vragen. Ontwikkelingshulp en handelsakkoorden tussen de EU en Colombia moeten effectief gekoppeld worden aan het respecteren van de mensenrechten. Een organisatie als de Europese Unie die deze waarden zo hoog in het vaandel houdt, moet er ook op toezien dat ze effectief worden nageleefd’, besluit Patricia Verbauwhede van Broederlijk Delen. (RKnieuws 20 mei 2010)



KERK MOET MOREEL OORDEEL GEVEN OVER POLITIEKE KWESTIES

De Kerk moet haar moreel oordeel geven over politieke aangelegenheden die de fundamentele rechten van de menselijke persoon raken. Dit heeft paus Benedictus XVI vandaag verklaard bij de ontvangst van de deelnemers aan de algemene vergadering van de pauselijke Raad voor de leken in het Vaticaan.

‘De Kerk moet in dit verband alle middelen gebruiken die in overeenstemming zijn met het evangelie en met het welzijn van allen’, aldus de paus.

‘De christenen moeten in alle aspecten van hun leven – ook op politiek vlak – concreet tonen dat de fundamentele principes van de sociale leer van de Kerk – de waardigheid van de menselijke persoon en de solidariteit – belangrijk zijn’, stelde de kerkleider, die verder het cultureel relativisme en het utilitaristisch en hedonistisch individualisme hekelde.

(RKnieuws 21 mei 2010)



LA PAIX EN ISRAËL ET LES TERRITOIRES OCCUPÉES: flashes

LES PALESTINIENS NE CROIENT PLUS EN OBAMA

Selon les résultats d'un sondage du 21 avril réalisé par le Jerusalem *Media & Communication Center*, à Ramallah, seuls 9,9 % des Palestiniens estiment que Barack Obama a des chances de réaliser une « paix juste ». Ils étaient 23,7 % en octobre 2009 et 35,4 % en juin 2009. Par ailleurs, 78 % d'entre eux sont convaincus que la querelle israélo-américaine sur les colonies n'est "pas sérieuse", tandis que 32 % estiment que le processus de paix est mort (contre 19 % en février 2006). Pourtant, 44 % des sondés ne doutent pas que la négociation soit le meilleur moyen d'atteindre leurs objectifs (fin de l'occupation et instauration d'un État). Les partisans de la "résistance armée" ne sont que 30 %, et ceux de la "résistance populaire pacifique" (prônée notamment par le Premier ministre, Salam Fayyad) 22 %.

(*Jeune Afrique* n° 2572-2573 du 25avril au 8 mai 2010)

BROEDERLIJK DELEN EN PAX CHRISTI VERONTRUST

Broederlijk Delen en Pax Christi Vlaanderen zijn verontrust over de veiligheidssituatie in de Gazastrook. Radicale islamitische groeperingen maken het ngo's en internationale organisaties steeds moeilijker om hun werkzaamheden voort te zetten en de noden van de bevolking te lenigen. Afgelopen weekend vielen gemaskerde mannen een zomerkamp aan van UNRWA, de VN-organisatie voor Palestijnse vluchtelingen.

Dertig gemaskerde en gewapende mannen vielen op 23 mei een kamp op het strand aan. Dit is één van de vele locaties van de 'zomerspelen', een jaarlijks zomerprogramma met kunst, theater, sport en andere activiteiten voor meer dan 250.000 Palestijnse kinderen. Op deze plaats zouden vanaf 12 juni 4.500 kinderen en jongeren gedurende twee weken sporten en

spelen. Tijdens de zomer wil men hier vier kampen organiseren en 18.000 kinderen opvangen.

(RKnieuws 25 mei 2010)

JÉRUSALEM : NETANYAHOU CONTINUE...

Netanyahou promet de poursuivre la colonisation. Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, s'est engagé avant-hier à continuer la construction à Jérusalem. "On ne peut pas prospérer dans une ville divisée et une ville prospère ne saurait être divisée ou gelée", a-t-il déclaré lors d'un discours prononcé à l'occasion du 43^{ème} anniversaire de l'annexion de la partie orientale de la ville par Israël. La colonisation en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, est l'une des principales pierres d'achoppement entre Palestiniens et Israéliens.

(La Croix, vendredi 14 mai 2010)

LES POURPARLERS DIRECTS ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS ONT DÉMARRÉ

Les pourparlers indirects entre Israéliens et Palestiniens sous l'égide des États-Unis ont commencé, a annoncé hier le principal négociateur palestinien Saëb Erakat. "Aujourd'hui, le 9 mai, les négociations ont commencé au niveau du président Mahmoud Abbas et du premier ministre israélien Benyamin Netanyahou", a-t-il ajouté, à l'issue d'un entretien entre le chef de l'Autorité palestinienne et l'émissaire américain George Mitchell, le troisième en 48 heures. Ces pourparlers indirects, dits 'de proximité', consacrent une ébauche de déblocage du processus de paix, malgré un climat de scepticisme. L'administration Obama s'est démenée pour débloquer le processus de paix au Proche-Orient après le gel des négociations directes en décembre 2008, à la suite de l'offensive israélienne sur la bande de Gaza. Les pourparlers prendront la forme de navettes de George Mitchell entre Jérusalem, Ramallah et Washington, pendant quatre mois.



TOURISME

"Le touriste est fils du XX' siècle qui voyage uniquement pour conforter ses préjugés" [Joaquin Luna, journaliste espagnol]

880 millions de touristes voyagent chaque année à travers la planète. L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) prévoit que d'ici 20 ans, ils seront plus d'un milliard et demi. Les bénéfices de l'industrie touristique sont de 4 218 milliards d'euros, ce qui équivaut à plus de 10% du PIB mondial, et celle-ci génère plus de 300 millions d'emplois directs et indirects. Le tourisme peut être un facteur important de développement économique pour les populations accueillantes mais dans la réalité, elles sont souvent laissées pour compte, économiquement mais aussi culturellement et environnementalement. Les pays accueillants ne perçoivent que 5 à 30 % des recettes engrangées par le tourisme, de la réservation à la clôture du voyage. Le tourisme constitue un vecteur de mondialisation dont les conséquences peuvent être désastreuses. Par exemple, avant l'invasion touristique, l'île tunisienne de Djerba exportait ses

produits agricoles. Aujourd'hui, elle ne couvre plus que 10% de ses besoins alimentaires. Le tourisme de masse a déstructuré les traditions locales, entre autres le travail saisonnier de pêche, d'agriculture,...

(*Le Journal de L'Arc*, n° 106, mars-avril 2010)

EN BREF

◆ 'Des hommes et des dieux'

Grote Prijs filmfestival Cannes voor film over ontvoering en moord van trappisten

De Grote Prijs van het 63ste filmfestival in Cannes is zondagavond toegekend aan de film 'Des hommes et des dieux' van de Franse regisseur Xavier Beauvois. De film vertelt het verhaal over de ontvoering en moord van de trappisten van Tibhirine (Algerije) in 1996. De film kreeg ook de prijs van de oecumenische jury. (RKnieuws 24 mei 2010)

◆ RETRAIT DE LA MONUC ?

En RDC, un conseiller du président de la République déclare que la RDC ne veut plus de négociations avec les bandes armées et entend intensifier les opérations militaires contre elles : en outre, la RDC maintiendrait la date du départ de la MONUC fixée à novembre 2011, une date qui est considérée comme prématurée pour les ex-groupes armés signataires des accords de Goma. De son côté, la MONUC affirme que la stratégie de stabilisation dans l'est du pays connaît une « forte progression » (début mai)

Une décision prise fin mai fixe le départ au 30 juin 2011.

◆ ÉLECTIONS AU BURUNDI, BUJUMBURA, 26 MAI 2010

"La Coalition de la Société Civile pour le Monitoring électoral (COSOME) et le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC) prennent acte du bon déroulement des élections des conseillers communaux intervenues en date du 24 mai 2010 au Burundi.

La COSOME et EURAC profitent de cette occasion pour féliciter le peuple burundais de sa participation massive,

la CENI, les forces de défense et de sécurité, l'administration ainsi que les médias pour leur implication dans le déroulement de ce scrutin." (Communication d'EURAC du 26 mai)

◆ EEN OP DRIE DIERSOORTEN DREIGT UIT TE STERVEN

Volgens een deze week te verschijnen VN-rapport is een derde van alle flora en fauna met uitsterven bedreigd. De Britse krant *The Sunday Times* kon de alarmerende conclusies van een onderzoek in 120 landen inkijken. Vooral in de economische groeilanden China, India en Brazilië verdwijnen steeds sneller dieren en planten. Het rapport zal politiek gevoelig liggen omdat het duidelijk het verband aantoont tussen het verlies aan biodiversiteit en de toename van bevolking en economische groei.

De Standaard du 10-05-2010

◆ RD CONGO : Condamnations à mort pour le meurtre d'un journaliste

Le tribunal militaire de Bukavu a condamné trois personnes – deux militaires et un civil – à la peine de mort pour le meurtre fin novembre 2008 d'un journaliste de Radio Okapi, parrainée par l'Onu, Didace Namujimbo. Sur les quinze accusés, sept autres personnes, dont plusieurs militaires, ont également été condamnées à des peines d'emprisonnement. Le tribunal militaire de garnison a aussi reconnu le droit à la réparation pour la veuve du journaliste assassiné. Celui-ci, âgé de 34 ans et père de trois enfants, avait été tué le 21 novembre 2008 d'une balle dans le cou, non loin de son domicile. (Belga)

La Libre Belgique du 06-05-2010

TOT SLOT

OBAMA LE BIEN-AIMÉ

QUELS SONT LES PAYS LES PLUS ADMIRÉS? Et les plus détestés?

Les réponses à cette sorte de Trivial Pursuit planétaire figurent dans le sondage annuel de la BBC, rendu public le 19 avril. Réalisé entre novembre 2009 et février 2010 auprès de 3000 personnes, il donne pour quinté gagnant l'Allemagne (59 % d'opinions favorables), le Japon (53 %), le Royaume-Uni (52 %), le Canada (51 %) et la France (49 %). Dans le quatuor des mal-aimés, on trouve - sans surprise - Israël (19 %), la Corée du Nord (17 %), le Pakistan (16 %) et l'Iran (15 %).

Sur les 28 pays étudiés, ce sont les États-Unis qui obtiennent l'amélioration la plus spectaculaire de leur cote d'amour: 40 % d'opinions favorables, contre 28 % en 2007. Pour les analystes, le mérite en revient à Barack Obama, dont l'attitude conciliatrice à l'égard des "ennemis" de l'Amérique rompt avec l'agressivité de l'administration Bush et rassure l'opinion internationale, notamment en Afrique, où les sondés sont les plus enthousiastes: 64 % d'opinions favorables au Nigeria, 72 % au Ghana et 85 % au Kenya, pays dont le père du président était originaire.

Après avoir pris ses distances pendant les années Bush, l'opinion occidentale voit elle aussi l'Amérique sous un meilleur jour. Même tendance en Russie et en Chine, où les avis négatifs ont reculé de 15 et de 14 points. Le Pakistan (52 % de mauvaises opinions) et la Turquie (70 %) se révèlent les plus américanophobes. Si la guerre que mènent les États-Unis dans les zones tribales pakistanaises explique la force du sentiment antiaméricain, le désaveu de l'opinion turque est plus surprenant. Washington reste l'un des plus solides alliés d'Ankara et soutient l'intégration de la Turquie à l'Union européenne, au risque d'agacer certains de ses États membres.

TIRTHANKAR CHANDA in JEUNE AFRIQUE n° 2572-2573 du 25avril au 8 mai 2010